

*Questions orales*

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre chargé de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique):** Monsieur le Président, je me réjouis de répondre à une question d'un ancien collègue de ce côté-ci de la Chambre qui, comme d'habitude, a posé la seule question pertinente à la Chambre aujourd'hui.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** La situation concernant le transport de conteneurs qui transitent par Halifax à destination de Montréal et vers l'Ouest n'est pas nouvelle.

On étudie cette possibilité depuis un certain temps, et le gouvernement du Canada, le CN, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et les responsables du port de Halifax ont discuté entre eux afin de tenter de déterminer ce qu'ils peuvent faire pour éviter ou surmonter ce problème. Notamment, ils étudient toujours la question des wagons porte-conteneurs à deux niveaux.

En outre, on m'a rappelé qu'à plusieurs occasions, lorsque des députés de ce côté-ci de la Chambre ont tenté de faire des propositions au sujet des activités de la garde côtière, de l'utilisation de brise-glaces pour garder certaines rivières ouvertes et des frais d'usager, l'opposition officielle à la Chambre a vivement protesté.

À un moment donné, le député de la côte ouest de Terre-Neuve, soit celui de Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte, a bel et bien décidé de faire de l'obstruction pour empêcher l'imposition de ces frais d'usager. À une autre occasion, le député de Kingston. . .

**M. le Président:** Je crois que nous nous éloignons du sujet. Une brève question supplémentaire.

**M. Pat Nowlan (Annapolis Valley—Hants):** Très courte, monsieur le Président.

J'aurais voulu savoir ce qui est ressorti des discussions qui ont eu lieu il y a plusieurs années au sujet des fonds de l'APECA utilisés pour aider au financement de la construction de ponts permettant le passage de trains transportant des wagons porte-conteneurs à deux niveaux.

Puisque mon honorable ami a soulevé la question des frais d'utilisation, j'espérais qu'il avait parlé au ministre des Transports—ou qu'il vérifie lui-même—pour s'assurer que les frais destinés au pilotage payés à l'Administration de pilotage de l'Atlantique, puisque c'est maintenant

elle qui est responsable, sont récupérés de la même manière qu'à l'Administration de pilotage des Laurentides, qui ne suit pas les lignes directrices du gouvernement.

Le ministre, ou le ministre des Transports, qui est le bon ministre dans cette affaire, pourrait-il faire un rapport à la Chambre à ce sujet?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre chargé de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique):** Monsieur le Président, je sais que je m'adresse à un bon député.

Quant à ces frais de pilotage, je vais d'abord m'informer sur ce qui s'est vraiment passé, et je ferai ensuite un rapport au député.

Quant à la question sur l'APECA, si celle-ci peut jouer un rôle utile dans cette affaire, elle le fera, comme elle le fait toujours au Canada atlantique.

\* \* \*

[Français]

**LE TRANSPORT FERROVIAIRE**

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Les liaisons ferroviaires en régions éloignées font présentement l'objet d'une étude approfondie par Transports Canada et les gouvernements provinciaux intéressés.

Ma question est la suivante: Est-ce que le ministre peut nous dire aujourd'hui quand cette étude sera déposée publiquement et quand celle-ci sera terminée?

**L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports):** Monsieur le Président, je réitère de nouveau mon admiration devant la persistance du député de l'Abitibi à s'occuper de cette importante question. Je veux l'assurer à nouveau à l'effet que nous avons effectivement reçu l'étude à laquelle il fait allusion et en même temps, nous avons reçu un rapport intérimaire de la Commission royale d'enquête sur le transport des passagers.

La Commission royale d'enquête fait des recommandations intérimaires concernant ce genre de lignes et nous serons sûrement en mesure de répondre à la question du député de l'Abitibi d'ici quelques semaines.